

[Les conditions de candidature d'une collectivité territoriale à un marché public](#), Par **Sarah TISSOT** (Avocate à Grenoble)



[De l'importance des mentions inscrites sur le panneau d'affichage d'une autorisation d'urbanisme au regard des délais de recours](#), par **Flavien MEUNIER** (Avocat à Angers)



[Décrets d'application de la loi ALUR en matière de droit de préemption urbain](#), par **Pauline PLATEL** (Avocate à Bordeaux)



[Loi littoral et lotissements](#), par **Xavier HEYMANS** (Avocat à Bordeaux)



[Candidat évincé d'une procédure de marché public et communication de tous les éléments lui permettant de comprendre la motivation du classement de son offre](#), par **Christian ROUSSE** (Avocat à Marseille)



[La communication aux parties du sens des conclusions du rapporteur public avant l'audience](#), par **Julie VERGER** (Avocate à Poitiers)



[Transfert de compétences vers un EPCI : qu'en est-il des créances contractuelles ?](#) Par **Marion MILLET** (Avocate à Grenoble)



[La prorogation du délai de validité des autorisations d'urbanisme par le décret n° 2014-1661 du 29 décembre 2014](#), par **Jean-François ROUHAUD** (Avocat à Rennes)



[Expulsion du domaine public](#), par **Thomas DROUINEAU** (Avocat à Poitiers)



[Retrouvez toutes les dernières actualités en cliquant ici.](#)